

**ARRÊTÉ MUNICIPAL
PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE
N° 2023 - SJ - 91**

Le Maire de la Ville de Metz

- VU le code général des collectivités territoriales pris notamment en ses articles L.2122-18, L.2122-20, L.2122-22 et L.2122-30 ;
- VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée relative à la transparence de la vie publique ;
- VU le décret 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 portant désignation du Maire et des Adjointes ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 16 juillet 2020 portant aménagement des délégations consenties par le Conseil Municipal au Maire et possibilité de subdélégation de ces dernières à un ou plusieurs Adjointes et membres du Conseil Municipal ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions n° 2020-SJ-252 de M. le Maire à Mme Chanthly HO en date du 30 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT la nécessité qu'il y a de compléter et de préciser la portée des délégations de fonctions ainsi consenties ;

A R R Ê T E :

Article 1 : Mme Chanthly HO, Conseillère Déléguée, reçoit délégation pour assurer, en qualité de titulaire, les fonctions et signer tous les actes, documents, arrêtés, décisions et courriers que comportent la gestion normale et l'administration courante de la Ville de Metz dans les domaines et matières concernant :

- Vie associative et bénévolat.

En sa qualité de suppléante, Mme Chanthly HO assurera les fonctions et prérogatives de :

- M. Bouabdellah TAHRI, dans les domaines et matières concernant :
 - Politique de la ville ;
 - Préparation et présentation du budget relatif au domaine politique de la ville ;
 - Jeunesse, relations avec les acteurs socio-culturels ;
 - Conseil municipal des jeunes ;
 - Animations estivales, Metz Plage ;
 - Suivi des projets du programme national de renouvellement urbain situés sur le territoire de la Ville de Metz.

- M. Guy REISS, dans les domaines et matières concernant :
 - Adjoint de quartier des Bordes ;
 - Politique sportive, gestion des équipements sportifs et développement des pratiques sportives,
 - Relations avec les clubs sportifs (professionnels ou non), sport pour tous ;
 - Événementiel sportif à rayonnement national ou international. ;
 - Préparation et présentation du budget relatif aux domaines précités.

Article 2 : Au titre des dispositions de l'article 1 ci-dessus, Mme Chantry HO pourra signer les décisions prises en application des compétences déléguées énumérées aux 4° (pour tout ce qui tient à la préparation, passation, règlement des marchés et des accords cadre d'un montant inférieur à 25 000 € HT et signature de leurs avenants ainsi que tout ce qui tient à l'exécution des marchés quel qu'en soit le montant), 5°, 9°, 24° et 26° de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales dans la limite des besoins du ou des services dont elle a la charge en qualité de titulaire ou de suppléante.

En cas d'empêchement de Monsieur le Maire, les décisions relatives aux matières lui ayant été déléguées seront prises suivant les mêmes modalités et aux mêmes conditions que celles indiquées ci-dessus.

Article 3 : En application du décret 2014-90 du 31 janvier 2014 précité, si Mme Chantry HO venait à estimer se trouver en situation de conflit d'intérêts, elle doit, en tant que titulaire d'une délégation d'attributions informer Monsieur le Maire par écrit de l'éventualité de la situation de conflits d'intérêts à laquelle elle peut être confrontée en précisant la teneur des questions pour lesquelles elle estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Article 4 : L'arrêté n° 2020-SJ-252 en date du 30 novembre 2020 est abrogé.

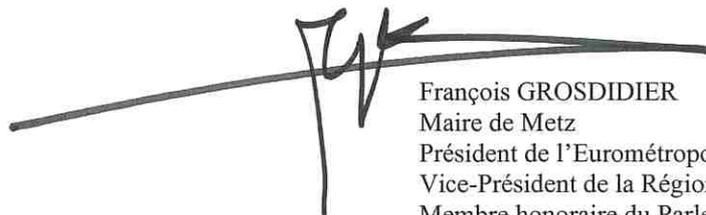
Article 5 : Le présent arrêté sera affiché en mairie, publié et pourra faire l'objet d'un recours en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans le délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Le dépôt du recours peut être opéré par voie électronique à partir du site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

Article 6 : Mme la Directrice Générale des Services de la Mairie de Metz est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à M. le Trésorier Principal et au Préfet de la Moselle.

17 OCT. 2023

Fait à Metz, le





François GROSDIDIER
Maire de Metz
Président de l'Eurométropole de Metz
Vice-Président de la Région Grand-Est
Membre honoraire du Parlement